

Statement

Minister for
International
Trade



Discours

Ministre du
Commerce
extérieur

89/63

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

NOTES POUR UNE ALLOCUTION

PAR LE MINISTRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR,

JOHN C. CROSBIE,

DEVANT LA

CHAMBRE DE COMMERCE DU CANADA

TOKYO, JAPON

Le 15 novembre 1989

Je vous remercie, M. Otley, de cette aimable présentation et de cet excellent repas spécifiquement canadien -- boeuf de l'Alberta, saumon de Colombie-Britannique, sirop d'érable du Québec.

En promenant mes regards autour de la pièce, je constate que les intérêts commerciaux du Canada au Japon sont forts et en nombre croissant, et je suis heureux que la Chambre offre un point de rassemblement pour nos intérêts commerciaux ici.

Je suis heureux aussi de voir tant de visages qui me sont familiers. Il y a seulement deux semaines, je parlais à Ottawa avec certains des membres de la Mission d'étude sur l'investissement japonais qui sont avec nous ici aujourd'hui, pour ne mentionner que M. Sugiyama, M. Mizuno et M. Ohta.

Ceux d'entre nous qui jouent un rôle dans la politique du commerce international se rencontrent de plus en plus en divers lieux partout dans le monde, au moment où s'engagent les étapes finales de l'Uruguay Round.

C'est là la série de négociations commerciales la plus vaste et la plus complexe qui ait jamais été entreprise.

Si la série de négociation en cours aboutit, nous aurons, au plan international, les flux de biens et services et de capitaux les plus libres que l'on ait connus en ce siècle, peut-être même dans toute l'histoire de l'humanité.

Dans un tel environnement, nous devons réaliser un juste équilibre entre la concurrence et la coopération, entre l'intérêt national et l'harmonie internationale.

Nous savons qu'un environnement commercial amélioré nous permettra d'ouvrir les portes qui donnent accès à la croissance économique future, et c'est ce qui nous motive. Nous donnerons aux gens d'affaires un instrument pratique pour développer leurs entreprises et susciter de la richesse dans l'économie. Nous contribuerons à l'essor de l'esprit d'entreprise. Cet esprit est devenu le nouveau statu quo au Canada.

J'ai été très heureux d'entendre M. Morohaski, chef de la Mission d'étude sur l'investissement japonais, me dire que lui et son groupe avaient découvert un Canada

imprégné de l'esprit de l'Accord de libre-échange, un Canada désireux de livrer concurrence non seulement sur une base nord-américaine, mais partout dans le monde. C'est l'esprit que le gouvernement fédéral a essayé d'encourager depuis qu'il a assumé le pouvoir en 1984.

L'un de nos premiers actes en tant que gouvernement élu a été de mettre en oeuvre une politique qui fait bon accueil à l'investissement étranger. Nous avons introduit la déréglementation et ramené au secteur privé nombre de sociétés d'État. Nous avons réduit les taux de l'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés. Nous avons conclu l'Accord de libre-échange et nous avons joué un rôle de chef de file dans les négociations commerciales multilatérales. Le Canada dépend des exportations pour un tiers de son produit national brut. Ce ratio le place seulement après l'Allemagne de l'Ouest et atteint presque le double de celui du Japon. C'est pourquoi il est d'une importance si vitale pour le Canada et les Canadiens d'oeuvrer dans un environnement de marché ouvert.

J'ai visité la semaine dernière le marché au poisson de Tsukiji, qui est le plus gros du monde. Il s'y trouvait d'énormes quantités de toutes les formes inimaginables de vie marine, et j'ai été heureux d'y voir une bonne quantité d'excellents produits canadiens.

Mais je sais que le Canada pourrait avoir une part encore plus grande de ce marché. Je sais qu'il existe des barrières entre nos produits de la pêche et le consommateur bien disposé. Ce sont les genres de barrières que le Canada et les autres membres du GATT essaient de démanteler grâce à l'Uruguay Round.

Nous ne méconnaissons pas, évidemment, les intérêts qui sont soucieux de maintenir le statu quo; ils sont puissants du point de vue politique.

Nous ne méconnaissons pas le besoin d'une mise en oeuvre graduelle de changements de politique, parce qu'il y aura des ajustements.

Mais nous tenons au changement. Nous sommes déterminés à laisser le marché fonctionner. Nous sommes engagés envers l'idéal de la libéralisation des échanges, au Canada et partout dans le monde.

Le Canada est et restera une force compétitive sur les marchés mondiaux au moment où nous nous rapprochons du 21^e siècle.

Mais le Canada n'est pas un monstre économique. Nous sommes une moyenne puissance et nous ne survivrons sur les marchés mondiaux que si nous avons accès aux marchés et des règles équitables régissant le commerce. Nous avons besoin de solutions multilatérales aux questions commerciales. Et cela me ramène à la nécessité absolue d'un Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce qui soit plein de force, ainsi que d'une issue heureuse de l'Uruguay Round.

Ces deux dernières semaines, la série de négociations a bénéficié d'un nouvel apport de volonté politique, d'abord avec la réunion ministérielle de Canberra sur la coopération économique dans la région Asie-Pacifique, puis avec la réunion des ministres du Commerce de la Quadrilatérale, qui s'est terminée hier à Hakone.

Permettez-moi de dire quelques mots d'abord au sujet de la réunion de Canberra. Comme vous le savez probablement, c'était une initiative du premier ministre australien Bob Hawke. Son dessein était de trouver un moyen d'accroître le niveau de connaissance, de coopération et, espère-t-on, de consensus parmi 12 nations clés de l'Asie et du Pacifique -- les 6 nations membres de l'ASEAN, le Japon, la Corée, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, les États-Unis et le Canada. Pourquoi irions-nous dans le sens de cette idée, quand nos pays sont si différents? Quand nous sommes concurrents? Quand nous sommes au milieu de négociations commerciales multilatérales? Lorsqu'il existe déjà un réseau d'organisations qui desservent la région?

C'est bien simple, tous nos pays sont profondément touchés par l'étonnante augmentation de la croissance économique et par l'intensification des échanges commerciaux dans tout le Pacifique. Nous devons mieux comprendre ce phénomène, nous devons apprendre comment y réagir et comment coopérer de façon à maintenir un niveau maximum de croissance sans risque de nuire à l'environnement.

Le fait que nous ayons tous reconnu à Canberra qu'il fallait absolument que l'Uruguay Round aboutisse est en soi une importante réalisation.

Le fait qu'il ait été reconnu, lors de la rencontre ministérielle sur la coopération économique dans la région Asie-Pacifique, que la gestion des ressources marines dans le Pacifique pouvait bénéficier de la coopération entre pays de la région, est un autre point important en ce qui concerne le Canada.

Quelques mots à présent au sujet de la réunion des ministres du Commerce de la Quadrilatérale, qui rassemble le

Japon, le Canada, les États-Unis et la Communauté européenne.

Ces réunions informelles ont pour but de faire le point des négociations multilatérales, et d'examiner les mesures qui doivent être prises pour garantir l'aboutissement de ce cycle de négociations en décembre.

Nous avons réaffirmé notre volonté politique d'adopter les difficiles mesures qui s'imposent pour l'accomplissement de réels progrès dans la voie de la libéralisation du commerce.

Nous avons convenu de nous en tenir aux délais fixés pour faire connaître, d'ici à la fin de l'année, notre position à l'ensemble des groupes de négociation de sorte à ce que les négociations approfondies puissent être entamées dès le début de l'année sur une base solide.

Nous avons convenu de la nécessité de tenir compte des besoins légitimes des pays en développement.

Des progrès ont été faits et d'autres devraient être réalisés à la suite de la rencontre informelle, à compter de ce soir, des ministres du Commerce des 27 Parties contractantes du GATT.

On s'attaquera ensuite à la question, difficile et cruciale, de la réforme du commerce des produits agricoles à l'occasion de la réunion en Thaïlande, la semaine prochaine, des ministres du Groupe de Cairns des exportateurs agricoles.

En ce qui concerne les relations bilatérales Canada-Japon, je nourris, à mesure que s'ouvrent plus grandes les portes, d'immenses espoirs quant à l'avenir des relations commerciales avec le Japon, notre deuxième partenaire commercial.

L'an dernier, les échanges commerciaux entre nos deux pays ont été de 18 milliards de dollars - une augmentation de 23 pour 100 par rapport à 1987. Les investissements japonais au Canada ont augmenté d'environ 20 pour 100 par an au cours des huit dernières années. Au Canada, le tourisme japonais a connu ces trois dernières années un véritable boom, enregistrant des taux de croissance de 25 à 30 pour 100 par an.

Les relations s'intensifient à un rythme extraordinaire, tandis que les Canadiens prennent une part de plus en plus active au développement de cet immense marché.

Ce phénomène s'observe nettement dans le secteur de l'alimentation et des boissons. En 1988, le Canada a exporté au Japon pour 2,1 milliards de dollars de produits alimentaires, une augmentation de 450 millions par rapport à l'année précédente. Pour vous donner une idée de ce que cela représente, les exportations canadiennes de produits alimentaires au Japon dépassent de 70 pour 100 celles à destination de l'ensemble des pays de la Communauté européenne.

Si les exportations de produits alimentaires ont connu une telle croissance, c'est grâce à l'industrie et au gouvernement canadiens, qui ont uni leurs efforts afin d'étendre nos relations commerciales avec le Japon dans le secteur de l'alimentation.

Ainsi, le mois dernier, l'industrie des pêches de Terre-Neuve a lancé une campagne de 2 millions de dollars pour pousser la consommation de capelan ou shishamo, comme on l'appelle ici.

Ce programme de 94 millions de dollars vise les trois gigantesques marchés que sont les États-Unis, l'Europe et l'Asie-Pacifique. Pas moins de 65 millions de dollars sont consacrés au volet Asie-Pacifique, intitulé Pacifique 2000.

Pacifique 2000 prévoit la mise en place d'une stratégie commerciale destinée à appuyer les grandes expositions sectorielles, les centres d'exposition permanents dans les endroits clés, la création de petits bureaux satellites au Japon et en Corée, et la promotion du tourisme.

Pour ce qui est de nos objectifs en matière d'investissement, Pacifique 2000 prévoit l'établissement de bases de données en direct afin d'encourager le transfert de technologie, et d'un programme d'information afin d'expliquer aux exportateurs potentiels les avantages de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis.

Dans les domaines de la science et de la technologie, Pacifique 2000 vise à renforcer la base scientifique et technologique du Canada, ceci grâce au développement des liens bilatéraux.

Toujours dans le cadre de la stratégie Pacifique 2000, un Fonds pour l'étude des langues et des cultures de l'Asie, a été prévu. Les fonds seront utilisés à l'intention du secteur privé, pour l'enseignement des langues asiatiques, notamment le Japonais.

Le Fonds pour les projets Pacifique 2000 permettra

d'appuyer des activités ayant pour but de renforcer la présence du Canada dans cette région.

Je n'ai pas, bien sûr, passé en revue toutes les initiatives qui seront entreprises dans le cadre de la stratégie Pacifique 2000, mais j'espère que les quelques exemples que je vous ai cités vous auront permis de constater combien le gouvernement fédéral est sincèrement désireux d'aider les entreprises canadiennes qui s'intéressent à cette région.

Vous verrez une autre preuve manifeste de l'engagement pris par le gouvernement fédéral de développer nos liens commerciaux avec cette région, lors de l'achèvement, au printemps de 1991, des travaux de construction de la nouvelle ambassade du Canada à Tokyo.

Cet édifice absolument splendide, comportera un hall d'exposition-réception de 700 pieds carrés, un auditorium de 240 sièges, une bibliothèque et une galerie d'art.

Ces installations permettront à l'industrie canadienne de rehausser nos relations commerciales avec le Japon, et je vous engage tous à tirer pleinement parti des possibilités qu'elles offriront.

Je suis sûr que l'ambassadeur Steers, qui a si bien servi le Canada, sera toujours associé à cet édifice, et j'espère qu'il pourra sortir temporairement de sa retraite à Toronto pour venir participer à l'inauguration officielle.

M. Steers a permis au Canada de se faire ici de nombreux amis et a ouvert les portes du Japon à beaucoup de Canadiens. Il a aidé à faire du Canada une nation du Pacifique et un bon partenaire commercial. Telle est la perception, j'espère, que le monde a de nous.